

J'ai écouté avec un certain intérêt le député de Cowichan-Malahat-Les Îles (M. Manly) qui n'a pas manqué de blâmer notre parti pour l'attitude qu'il a adoptée à l'égard de ce bill. Je lui répondrai que notre parti a déclaré, sans ambages, qu'il condamnait la façon dont le gouvernement privilégie ses petits amis. Ce traitement spécial devrait être accordé à ceux qui le méritent le plus, c'est-à-dire le groupe que je viens de nommer.

Il est intéressant de constater que le NPD a toujours préconisé dépenses et indexation sans se préoccuper d'où proviennent les fonds. Leur refus de considérer cet aspect des choses ne passe pas inaperçu aux yeux de la population, comme le démontre leur baisse dans la faveur populaire lors des sondages. Si j'avais un conseil à donner aux députés de ce parti qui souhaitent redresser leur cote de popularité, je leur dirais de se montrer plus sensés et plus raisonnables et de modifier leur attitude qui les porte à vouloir dépenser et indexer sans tenir compte des conséquences de ces mesures. Un dollar dépensé ne se remplace pas autrement que par un emprunt sur lequel il faut verser de l'intérêt. C'est malheureusement cette politique que le gouvernement a voulu adopter.

J'en veux pour preuve deux projets de loi dont la Chambre a débattu le mois dernier, soit les bills C-129 et C-130, qui engageaient des sommes considérables. Dans le premier, il était question de consentir pas moins de 1.7 milliard de dollars à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Aucun des députés à ma gauche n'a fait la moindre allusion à la possibilité d'employer cet argent pour venir en aide aux personnes même dont il se font maintenant les défenseurs parce qu'elles sont privées d'un soutien. Ce sont les députés conservateurs qui en ont parlé et qui ont souligné le fait que le Canada engageait des crédits pour le financement d'institutions internationales sans aucun espoir que le Parlement ou le gouvernement aient un droit de regard sur la façon dont l'argent allait être dépensé. Cette somme allait échapper à tout contrôle de notre part. J'avais peine à croire que les députés néo-démocrates ne feraient pas des pieds et des mains pour exiger que l'argent serve plutôt à l'indexation des régimes de pensions des Canadiens à la retraite.

Tout de suite après l'adoption de ce projet de loi, on nous lançait le bill C-130 qui autorisait l'émission d'obligations de l'ordre de 117 millions de dollars. Cette fois, les crédits devaient être versés à la discrétion du gouvernement à diverses banques internationales. De nouveau les néo-démocrates n'ont pas émis le moindre gémississement en signe de protestation. Il faut constater à regret que lorsqu'il est question de dépenser de l'argent, quelle qu'en soit la raison, les néo-démocrates sont d'accord. Par contre, quand il est proposé de restreindre les dépenses en vue de limiter le déficit et de réduire le financement de la dette nationale, les députés de ce parti ne manquent jamais de s'opposer à la mesure. Cette attitude fait qu'il est extrêmement difficile pour les électeurs avisés de faire la distinction entre les mesures que ce parti juge bonnes et celles qu'il juge mauvaises.

Pour ma part, je crois qu'il faut combattre toute mesure visant à puiser de façon déraisonnable dans le Fonds du revenu consolidé pour en extraire des sommes dont les Canadiens ne profiteront pas. Je suis en faveur de mesures qui proposent des dépenses justifiées par une raison morale ou financière valable.

Sécurité de la vieillesse (N° 2)—Loi

En l'occurrence, monsieur le Président, je suis certes partisan de l'opposition à cette mesure précise proposée par le bill C-131, pour les raisons que j'ai expliquées.

• (1720)

Mon opposition à cette mesure est parfaitement conforme aux vues que j'ai exprimées lorsque j'ai dit qu'il fallait aider les Canadiens d'abord. Parmi les Canadiens que nous devrions aider, il y a ceux qui ont servi leur pays pendant longtemps, qui ne sont plus en mesure d'assurer leur subsistance au même degré que d'autres et qui ont acquis le droit à une protection spéciale accordée par le Parlement et par leurs compatriotes canadiens.

M. Paul E. McRae (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur le Président, il y a maintenant plusieurs semaines que j'écoute les députés débattre cette question et j'estime que le temps est venu de tâcher de répondre à certains de leurs propos. Quand je ne cesse d'entendre des députés d'en face nous traiter de grippe-sous et nous accuser de cruauté, je ne puis me taire devant tant de fausseté. En fait, ce gouvernement, auquel je suis associé depuis dix ans, a fait preuve de beaucoup de sollicitude à l'égard des Canadiens en général, et plus particulièrement de ceux qui ont le plus besoin d'aide. Il serait absolument faux, à mon sens, d'affirmer le contraire et cela tiendrait de la pure hypocrisie.

Je trouve particulièrement difficile d'admettre ce genre d'hypocrisie de la part du parti conservateur. J'ai entendu les membres de ce parti dénoncer avec force les dépenses gouvernementales et nous parler de leur grand modèle. Je me souviens d'avoir entendu un des députés de la Colombie-Britannique ainsi que le critique de l'Opposition pour les finances vanter les mérites du «reaganisme» économique. Nous devrions tous suivre cet exemple, disaient-ils, et ne pas compter sur la manne du gouvernement; ils poursuivaient en louant les vues économiques du président des États-Unis, connues aujourd'hui sous le nom de «reaganisme» économique.

Je voudrais simplement mentionner deux articles sur le «reaganisme», puisque c'est l'argument qu'on a invoqué au sujet des dépenses de ce gouvernement. Si les conservateurs y souscrivent, c'est qu'ils ont été vraiment hypocrites en traitant de ce bill.

Le premier article est paru dans le *New York Times* du 15 juin, en provenance de Houston, et disait notamment:

Le président Reagan est rentré à son bureau pour la première fois aujourd'hui depuis le début de son périple européen il y a deux semaines, mais il n'a pas tardé à s'envoler dès cet après-midi vers notre localité pour venir y défendre avec ardeur sa politique économique et lancer quelques attaques partisans à ses critiques.

M. Reagan prenait la parole devant 3,500 Texans qui ne lui ont pas ménagé leurs applaudissements lors d'un dîner à \$1,000 l'assiette.

Le deuxième article, publié quelques semaines plus tard, est paru dans le *Newsweek* du 19 juillet et se lisait comme suit:

En avril dernier, le service des ressources humaines du Texas a publié une brochure intitulée «Sans le sou au Texas?» pour prévenir les nouveaux-venus de ne pas trop compter sur l'assistance publique. La publication signale que le bénéficiaire moyen de l'aide sociale et de bons de vivres ne reçoit que \$34 par mois en vertu de chacun de ces programmes et déclare que les conditions d'admissibilité sont beaucoup plus rigides quand dans d'autres États.